

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3455

28 décembre 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|---|--------|--|--------|
| 2 boulevard Konrad Adenauer S.à r.l. | 165812 | Lux Insurance Consulting Services S.A. | 165795 |
| 7 Industries Lux S.à r.l. | 165822 | Lux-IT | 165798 |
| ACC - Atlantic Commercial Corporation S.A. | 165794 | Lux-IT | 165797 |
| Adanes S.A. SPF | 165821 | Luxmin Trade S.A. | 165796 |
| Agixo S.à r.l. | 165794 | L. Van De Kerckhove & Cie | 165797 |
| Alphitan International S.A. | 165794 | Mail Order World S.A. | 165799 |
| Alternative Travail Temporaire | 165794 | Mainstee Group S.à r.l. | 165799 |
| AmBev Luxembourg | 165794 | MasBeaC Soparfi S.à r.l. | 165799 |
| Field II SICAR S.C.A. | 165819 | Mediation Field Marketing S.à r.l. | 165796 |
| ID-Rep International S.A. | 165794 | MEIF 4 SC 1 S.à r.l. | 165840 |
| Klarheit S.à r.l. | 165798 | Milton S.à r.l. | 165796 |
| KLEIN Roger S.à r.l. | 165798 | M Immobilier | 165800 |
| KR Invest Solution S.à r.l. | 165797 | Muellux Holding Company II S.à r.l. | 165799 |
| Lac Prop Co. C S.à r.l. | 165830 | Muellux Holding Company I S.à r.l. | 165799 |
| Les près en bulles | 165796 | NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 2 S.à r.l. | 165800 |
| Libra Fund II (Luxembourg) | 165798 | NeoXam Luxembourg S.à r.l. | 165800 |
| Libra Fund (Luxembourg) | 165797 | NTTT | 165800 |
| Lilabel S.à r.l. | 165798 | Polytec Global Technologies S.à r.l. | 165800 |
| Limousines Luxembourg/Limocab s.à r.l. ... | 165795 | SHFC, Société Holding Financière Collin ... | 165816 |
| Linda S.A. | 165795 | Sky Greifswald S.à r.l. | 165801 |
| Linda S.A. | 165795 | Solotigo s.à r.l. | 165804 |
| Lipalux S.A. | 165795 | Surbille S.A. SPF | 165817 |
| London Transit Holdings S.à r.l. | 165797 | Xercon s.à r.l. | 165806 |
| LOUSIN INVESTMENT, Société Anonyme | 165796 | | |

Alternative Travail Temporaire, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3515 Dudelange, 80, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 47.966.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015175540/10.

(150194791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**Alphitan International S.A., Société Anonyme,
(anc. ID-Rep International S.A.).**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 64.610.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015175538/10.

(150195019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Agixo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 18.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 200.118.

Il résulte de l'assemblée générale des actionnaires (l'«Assemblée») tenue le 23 octobre 2015 que:

- La démission de M. Marco LAGONA, en tant que gérant de Catégorie B a été prise en compte avec effet immédiat.

Ainsi les qualifications de gérant de Catégorie A et de gérant de Catégorie B ont été annulées et M. Juan Carols SALCEDO LIEVANO est désormais le gérant unique de la Société.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015175533/14.

(150196281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

AmBev Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 174.452.

Dépôt rectificatif remplace le dépôt L150185377 du 13/10/2015

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015176417/10.

(150195839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

ACC - Atlantic Commercial Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 181.761.

Les comptes annuels au 31.12.13 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015176431/10.

(150196720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Linda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 170.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LINDA S.A.

Référence de publication: 2015177652/10.

(150196816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Lipalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 168.636.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LIPALUX S.A.

Société anonyme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015177656/14.

(150197664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Linda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 170.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LINDA S.A.

Référence de publication: 2015177653/10.

(150196817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Limousines Luxembourg/Limocab s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 13, rue des Jons.
R.C.S. Luxembourg B 174.789.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015177651/10.

(150197289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Lux Insurance Consulting Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5886 Hesperange, 484, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 151.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177663/10.

(150197193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Mediation Field Marketing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 167, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 86.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015177701/11.

(150197222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Milton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.486.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 Octobre 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant unique

Référence de publication: 2015177686/13.

(150196915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

LOUSIN INVESTMENT, Société Anonyme, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 49.368.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177658/10.

(150197344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Luxmin Trade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3332 Fennange, 2, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 66.069.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177664/10.

(150196893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Les près en bulles, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Gasperich, 16, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 173.235.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177635/10.

(150197148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

KR Invest Solution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 160.977.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177629/10.

(150197741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

L. Van De Kerckhove & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.
R.C.S. Luxembourg B 163.403.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015177630/10.

(150197075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Libra Fund (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 396.275,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 146.433.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177636/10.

(150197607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Lux-IT, Société Anonyme.

Siège social: L-6211 Consdorf, 23, Huelewee.
R.C.S. Luxembourg B 92.867.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015177641/13.

(150196850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

London Transit Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.700,00.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 163.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour London Transit Holdings S.à r.l

Un mandataire

Référence de publication: 2015177639/11.

(150197763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Libra Fund II (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 26.200,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 156.113.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177637/10.

(150197589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Klarheit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 106.202.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177627/10.

(150197768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

KLEIN Roger S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 46, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 125.703.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177628/10.

(150197334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Lux-IT, Société Anonyme.

Siège social: L-6211 Consdorf, 23, Huelewee.

R.C.S. Luxembourg B 92.867.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015177640/13.

(150196849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Lilabel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 163.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177650/11.

(150197459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Mail Order World S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 143.043.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015177693/10.

(150197733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Mainsteeet Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8139 Bridel, 68, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 182.975.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177694/10.

(150196951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Muellux Holding Company II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.969.

Les comptes annuels au 24 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Muellux Holding Company II S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015177691/11.

(150197144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Muellux Holding Company I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 149.971.

Les comptes annuels au 24 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Muellux Holding Company I S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015177690/11.

(150197043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

MasBeaC Soparfi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.
R.C.S. Luxembourg B 124.484.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

MasBeaC Soparfi S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015177678/12.

(150197211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Polytec Global Technologies S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 151.801.

Dépôt des comptes annuels remplaçant le dépôt n°L110152331.04 du 23/09/2011

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/03/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015177779/12.

(150197592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 164.608.

Le bilan de la société au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015177729/12.

(150197037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

NeoXam Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 182.409.

Dépôt rectificatif du dépôt L15019448

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015177717/11.

(150197496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

NTTT, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 150.097.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177737/10.

(150197191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

M Immobilier, Société Anonyme.

Siège social: L-1831 Luxembourg, 2, rue de la Tour Jacob.
R.C.S. Luxembourg B 82.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015177668/9.

(150197527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Sky Greifswald S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 149.883.

—
In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of December.

In front of Maître Martine Schaeffer, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Captiva Sky Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.871 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr Gianpiero SADDI, notary clerk, with professional address at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the Sole Shareholder of Sky Greifswald S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.883, incorporated by a deed of Maître Martine Schaeffer dated 7 December 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 37 dated 7 January 2010 (the "Absorbed Company 1").

II.- It is intended to merge the Absorbed Company 1 and

Sky Halle S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) formed under Luxembourg law, having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.892 (the "Absorbed Company 2"), together with the Absorbed Company 1, referred as the "Absorbed Companies";

into

Sky GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 149.884 (the "Absorbing Company"), the Absorbing Company together with the Absorbed Companies referred as the "Merging Companies", whereby the Absorbed Companies will cease to exist, and their entire assets and liabilities will be transferred to the Absorbing Company (the "Merger").

III.- The 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of a nominal value of EUR 1 (one euro) each, representing the whole share capital of the Absorbed Company 1 are represented so that the Sole Shareholder can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly state having been duly informed beforehand.

IV.- The provisions of the Luxembourg law on Commercial Companies dated 10 August 1915, as amended (the "Law") regarding mergers have been complied with as follows:

- Publication of the common terms of merger (the "Common Terms of Merger") in the Mémorial C number 2990 on 31 October 2015, being a period of at least one month before the date of the extraordinary general meetings of the shareholders of the Merging Companies convened to decide on the Merger;

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of the Merging Companies one month before the date of the extraordinary shareholders general meetings of the Merging Companies convened to decide on the Merger.

V.- That the shareholders of the Merging Companies have waived pursuant to written resolutions dated September 30, 2015 the requirement of a special report of the management board in relation to the Common Terms of Merger, in accordance with article 265(3) of the Law.

VI.- That the shareholders of the Merging Companies have waived pursuant to written resolutions dated September 30, 2015 the requirement that the Merger Plan be examined by independent experts, in accordance with article 266(5) of the Law.

VII.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving of notice right;
2. Presentation and approval of the Common Terms of Merger established by the Absorbed Company 1, Sky GP S.à r.l. and Sky Halle S.à r.l. and acknowledgement of the availability of documents in relation to the merger;

3. Approval of the absorption of the Absorbed Company 1 and Sky Halle S.à r.l. by Sky GP S.à r.l. as described in the above mentioned Common Terms of Merger;

4. Approval of the granting of full discharge to the managers of the Absorbed Company 1 in connection with resolution 3 above; and

5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Sole Shareholder declares the following:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further noted that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Sole Shareholder acknowledges that the board of managers of the Absorbed Company 1 has approved the Common Terms of Merger entered into between the Absorbing Company and the Absorbed Companies on 30 September 2015.

Common Terms of Merger

The Common Terms of Merger have been executed by the Absorbing Company and the Absorbed Companies under private seal on September 30, 2015 and published in the Mémorial C, number 2990 dated 31 October 2015.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, the Sole Shareholder had due knowledge of the legal documentation in relation to the Merger that has been made available for inspection at the registered office of the Absorbed Company 1.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolution has been passed:

Third resolution:

The Sole Shareholder resolves to approve the Merger, which is described in the Common Terms of Merger.

The Merger shall become effective on the day of the execution of the notarial deed containing the minutes of the extraordinary general meetings of the sole shareholder of the Absorbing Company approving the Merger and of the Sole Shareholder of the Absorbed Companies approving the Merger, on which date notably the Absorbed Companies will cease to exist and their assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Absorbing Company under universal succession of title and all the existing shares of the Absorbed Companies will be cancelled.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Luxembourg law.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder resolved to grant full discharge to the managers of the Absorbed Company 1 for the performance of their mandate and until the date hereof.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation, on request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois de Décembre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire public établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé Unique de la société à responsabilité limitée Sky Greiswald S.à r.l., une société à responsabilité limitée récemment constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.883, constituée par acte notarié reçu par Maître Martine Schaeffer, le 7 décembre 2009, publié au "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", sous le numéro 37 en date du 7 janvier 2010 (la "Société Absorbée 1").

A comparu

Captiva Sky Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce

et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.871 (l'“Associé Unique”), dûment représenté par Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration ayant été donnée “ ne varietur” par le mandataire, agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'Associé Unique de la Société Absorbée 1;

II.- Qu'il est prévu que la Société Absorbée 1 et Sky Halle S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.892, (la “ Société Absorbée 2”), ensemble définies avec la Société Absorbée 1 comme les “Sociétés Absorbées”,

soient absorbées par

Sky GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.884 (la “Société Absorbante”), la Société Absorbante ensemble définie avec les Sociétés Absorbées comme les “Sociétés Fusionnantes”, suite à quoi les Sociétés Absorbées cesseront d'exister, et l'ensemble de leurs actifs et passifs seront transférés à la Société Absorbante (la “Fusion”).

III.- Que les 12,500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société Absorbée 1, sont représentées de sorte que l'Associé Unique peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été préalablement dûment informé.

IV.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la “Loi”) concernant les fusions ont été respectées comme suit:

- Publication du projet commun de fusion relatif à la Fusion (le “Projet Commun de Fusion”) au Mémorial C numéro 2990 le 31 Octobre 2015, soit une période d'un mois avant que les assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes aient été convoquées pour se prononcer sur la Fusion;

- Dépôt des documents requis par Article 267 de la Loi au siège social des Sociétés Fusionnantes un mois avant la date des assemblées générales extraordinaires des associés des Sociétés Fusionnantes convoquées pour se prononcer sur la Fusion.

V.- Que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé suivant résolutions écrites datées du 30 septembre 2015 à l'établissement d'un rapport écrit détaillé par les organes d'administration ou de gestion sur le Projet Commun de Fusion, conformément à l'article 265(3) de la Loi.

VI.- Que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé suivant résolutions écrites datées du 30 septembre 2015 à l'examen du Projet Commun de Fusion par des experts indépendants, conformément à l'article 266(5) de la Loi.

VII.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1 Renonciation au droit de convocation;
2. Présentation et approbation du Projet Commun de Fusion établi par la Société Absorbée 2, Sky Halle S.à r.l. et Sky GP S.à r.l. et reconnaissance de la disponibilité des documents en relation avec la fusion;
3. Approbation de l'absorption de la Société Absorbée 2 et Sky Halle S.à r.l. par Sky GP S.à r.l. comme décrit dans le Projet Commun de Fusion mentionné ci-dessus;
4. Approbation d'accorder la décharge complète aux gérants de la Société Absorbée 2 dans le cadre de la résolution 3 ci-dessus; et
5. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède, l'Associé Unique déclare ce qui suit:

Première résolution:

L'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant pour lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique reconnaît que le conseil de gérance de la Société Absorbée 1 a approuvé le Projet Commun de Fusion entre la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées le 30 Septembre 2015.

Projet Commun de Fusion

Le Projet Commun de Fusion a été conclu par la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées par acte sous seing privé le 30 Septembre 2015 et publié au Mémorial C numéro 2990 du 31 Octobre 2015.

Disponibilité de la documentation

Conformément à l'Article 267 de la Loi, l'Associé Unique a eu connaissance de la documentation juridique relative à la Fusion qui a été rendu disponible pour examen au siège social de la Société Absorbante 1.

Après que ce qui précède ait été adopté par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'approuver la Fusion telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion.

La Fusion prendra effet au jour de la signature de l'acte notarié contenant le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société Absorbante approuvant la Fusion, et de l'associé unique des Sociétés Absorbées approuvant la Fusion, date à laquelle les Sociétés Absorbées cesseront d'exister et leurs actifs et passifs seront transférés de plein droit à la Société Absorbante en vertu de la transmission universelle de patrimoine et toutes les parts sociales existantes des Sociétés Absorbées seront annulées.

Le notaire soussigné certifie par la présente l'existence et la régularité de la Fusion et de tous les actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes au regard de la loi luxembourgeoise.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide d'accorder la décharge complète aux gérants de la Société Absorbée 1 pour l'exécution de leurs mandats et jusqu'à la date du présent.

Dont acte, fait et passé au Luxembourg, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document au comparant, il a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte notarié.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande du comparant à l'assemblée, le présent acte notarié est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande du comparant, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 14 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/28608. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Référence de publication: 2015204040/197.

(150229859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Solotigo s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8447 Steinfort, 3A, rue Boxepull.

R.C.S. Luxembourg B 202.432.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze, le vingt-sept novembre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Michaël GONRY, commerçant, né à Messancy, Belgique, le 29 août 1977, demeurant à L-8447 Steinfort, 3A, rue Boxepull.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «SOLOTIGO s.à r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Steinfort.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

Elle pourra également exercer toute activité commerciale non spécialement réglementée, et notamment percevoir des commissions d'intermédiaire.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes physiques ou morales, sous réserves des dispositions légales afférentes.

De manière générale, la société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières et passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à trente mille Euros (Eur 30.000,-) divisé en cent (100) parts sociales de trois cents Euros (Eur 300,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention du comparant qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Le comparant reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le comparant déclarent être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associé unique Monsieur Michaël GONRY, préqualifié.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil seize.

Assemblée générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8447 Steinfort, 3A, rue Boxepull.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Michaël GONRY, commerçant, né à Messancy, Belgique, le 29 août 1977, demeurant à L-8447 Steinfort, 3A, rue Boxepull.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: M. GONRY, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38048. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME.

Capellen, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207341/103.

(150232894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Xercon s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 125, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 202.456.

— STATUTES

The year two thousand and fifteen, on the seventh day of December.

Before Maître Camille MINES, notary with residence in Capellen,

Appeared:

The company incorporated in Slovak Republic, MARECO s.r.o. with registered office in 94501 Komárno (Slovakia), 8, Družstevná, registered with the Register of Companies of Nitra under number 45 946 621,

Represented by Mr Renáto MAREK, Manager, with residence in 94601 Kamenická (Slovakia), 149,

And

Mrs Noémi ADÁM, employee, born in Budapest, on 12th October 1972, with residence in L-8252 Mamer, 10, rue du Marché.

The appearing person enacted the articles of association of a limited company (société à responsabilité limitée) incorporated as follows:

Art. 1. By the present deed, a limited company (société à responsabilité limitée) is incorporated under the name "Xercon s.à r.l."

Art. 2. The registered office is established in the municipality of Schuttrange, and can be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

The Company is established for an unlimited time.

Art. 3. The objects of the Company are the carrying out renting and assembling of Scaffolding systems, construction material, framework and fence systems.

In addition, the company may carry out any trading activity, provided that it is not specially regulated.

In general, it may carry out all commercial, financial movable and immovable operations that are directly related to the company object or whose nature is likely to facilitate or develop it.

Art. 4. The capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euros (Eur 12,500.-) divided into five hundred (500) shares of twenty-five Euros (Eur 25.-) each.

Each share gives right to a proportional part in the distribution of the benefit as well the sharing of the assets in case of dissolution.

Art. 5. The shares are freely transferable among shareholders, but may only be transferred inter vivos or in the event of decease to non shareholders with the approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the remaining share capital. For the surplus, reference is made to the provisions of articles 189 and 190 of the coordinated law on trade companies.

In case of transfer, the share value is commonly agreed among parties.

Furthermore, the relations between shareholders and/or the relations between shareholders and clearly defined natural or legal persons could constitute an association or partnership agreement under private seal.

Such a contract, solely by being signed, shall be conclusive and binding between parties upon these articles of incorporation.

Such a contract shall be binding upon the Company after having been duly served but shall enter into effect regarding third parties only after having been duly published.

Art. 6. The decease, interdiction, bankruptcy or collapse of one of the shareholders does not terminate the Company.

Art. 7. The creditors, beneficial owners or heirs may not, for whatever reasons, affix the seals on Company assets and documents, nor interfere in any manner whatsoever in the actions of its administration; in order to assert their rights, they must rely on the Company's statements of corporate assets and liabilities and resolutions of the shareholders' meetings.

Art. 8. The Company shall be managed by one or more managers appointed by the general meeting of shareholders and revocable by them.

The managers may delegate all or part of their powers provided that the general meeting of shareholders give their approval.

Art. 9. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the registered office of the Company or, as the case may be, at any other place in Luxembourg indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The board of managers can discuss or act validly only if two managers are present at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting, with necessarily a majority in each category of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication initiated from the Grand Duchy of Luxembourg allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting, even though such kind of participation shall remain an exception as in general, the managers shall attend the board of manager meetings in person.

Art. 10. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares they hold. Each shareholder may be validly represented at the general meeting of shareholders by a holder of a special proxy.

Art. 11. Collective decisions are validly made provided they are adopted by the shareholders representing more than half of the share capital.

Collective decisions aiming at an amendment of the articles of incorporation must gather the voices of the shareholders representing 3/4 of the share capital.

Art. 12. Due to their position, the managers will not enter any personal obligation whatsoever regarding the commitments regularly made by them on behalf of the Company; mere mandatories, they are only responsible of the execution of their mandate.

Art. 13. The financial year starts on first January and terminates on thirty-first December.

Every year, on thirty-first December, the annual accounts of the Company are adopted and the management does the inventory including all the accounting records as requested by law.

Art. 14. On the net profit of the Company, five per cent (5%) are withdrawn for the constitution of the legal reserve fund until the latter will have reached one tenth of the share capital.

The surplus of the profit is at the disposal of the general meeting of shareholders.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year; as the case may be, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 15. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by the managers, or by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders at the majority set by article 142 of the Law of 10 August 1915 and the amending laws, or by default, by order of the Chairman of the competent Trade Court acting on request of any interested party.

Art. 16. For all points not expressly covered in these articles of incorporation, the parties shall refer to the legal provisions.

Expenses:

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company or as a result of its incorporation are estimated without prejudice at approximately one thousand five hundred Euros (Eur 1,500.-).

The officiating notary draws the attention of the appearing person to the fact that prior to any commercial activity performed by the Company currently under incorporation, the latter shall hold a trade permit duly related to the Company's object.

The appearing person recognises having received from the notary a document summarising the necessary terms and conditions in order to be granted a trade permit, document that the Ministry of Small Enterprises and Traders (Ministère des Classes Moyennes) sent to the Notary Society (Chambre des Notaires) on 16 May 2001.

Anti-money laundering law

In application of the Law of 12 November 2004, the appearing person stated being the beneficial owner of the operation and states furthermore that the funds do neither result from drug trafficking nor from one of the offences as per article 506-1 of the Luxembourg penal code.

Subscription

The 500 ordinary shares were fully paid-up by cash as it has been justified to the officiating notary who specifically established this fact, and were all subscribed by the shareholders:

| | |
|------------------------|-------------------|
| - MARECO s.r.o. | 250 shares |
| - Noémi ÁDÁM | 250 shares |
| TOTAL | <u>500 shares</u> |

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on thirty-first December two thousand sixteen.

General meeting

The above-named founder, representing the entire subscribed capital, regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

- 1) The registered office is located in L-5366 Munsbach, 125, rue Principale.

2) The Company will be managed by two managers:

a) Administrative manager: Mr Renáto MAREK, manager, born in Budapest, Hungary, on 06th October 1975, with residence in 94601 Kamenická (Slovakia), 149, (no street name)

b) Technical manager: Mr Peter LOVÁSZ, manager, born in Kazincbarcika, Hungary, on 09th January 1972, residing in L-8252 Mamer, 10, rue du Marché.

3) The Company shall be bound in all circumstances by the joint signature of the two managers.

The officiating notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, duly represented, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Capellen, in the study of the officiating notary, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, identified by the notary by their identity card, said persons signed together with the notary the present deed.

Follows the French version of the preceding text:

L'an deux mil quinze, le sept décembre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

ont comparu:

La société de droit slovaque MARECO s.r.o. avec siège à 94501 Komárno (Slovaquie), 8, Druzstevná, inscrite au Registre de Commerce de Nitra sous le numéro 45 946 621,

Représentée par Mr Renáto MAREK, gérant, demeurant à 94601 Kamenická (Slovaquie), 149,

Et

Madame Noémi ÁDÁM, employée, née à Budapest, Hongrie, le 12 octobre 1972, demeurant à L-8252 Mamer, 10, rue du Marché.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Xercon s.à r.l.»

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Schuttrange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la fourniture, la location et l'assemblage de systèmes d'échafaudages, de matériel de construction, de charpentes et de clôtures.

De plus, la société peut effectuer toute activité de commerce, à condition qu'elle ne soit pas spécialement réglementée.

En général, elle peut effectuer toutes activités commerciales, financières, mobilières et immobilières qui sont directement liées à son objet ou qui peuvent en faciliter la réalisation ou le développement.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euros (Eur 25,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au siège de la Société ou, le cas échéant, à tout autre lieu à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation.

Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance en nommant par écrit ou par télégramme ou par télécopie ou par e-mail ou par courrier un autre gérant comme son représentant. Un gérant peut aussi nommer un autre gérant pour le représenter par téléphone, ce qui doit être confirmé ultérieurement par écrit.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins deux gérants sont présents aux réunions du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion, avec obligatoirement au moins un gérant présent par catégorie.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication initié depuis le Grand-Duché du Luxembourg permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens est considérée comme équivalente à une participation en personne à la réunion, bien que ce type de participation doive rester une exception car de manière générale les gérants doivent participer aux réunions en personne.

Art. 10. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 12. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 14. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Tout gérant pourra requérir à sa seule discrétion de faire revoir ce bilan intérimaire par un commissaire aux comptes aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant total des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 16. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

165811

Frais:

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cinq cents Euros (Eur 1.500,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 500 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par les associés comme suit:

| | |
|------------------------|--------------------|
| - MARECO s.r.o. | 250 parts sociales |
| - Noémi ADÁM | 250 parts sociales |
| TOTAL | 500 parts sociales |

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil seize.

Assemblée générale

Les fondateurs prénommés, détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constitués en Assemblée Générale et ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-5366 Munsbach, 125, rue Principale.
- 2) La société sera gérée par deux gérants:
 - a) Gérant administratif: Monsieur Renátó MAREK, gérant, né à Budapest, Hongrie, le 06 octobre 1975, demeurant à 94601 Kamenická (Slovaquie), 149, (sans nom de rue),
 - b) Gérant technique: Monsieur Péter LOVÁSZ, gérant, né à Kazincbarcika, Hongrie, le 09 janvier 1972, demeurant à L-8252 Mamer, 10, rue du Marché.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête des parties comparantes susnommées, dûment représentées, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen de leur carte d'identité.

Signé: R. MAREK, N. ADAM, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/38814. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Pour copie conforme,

Capellen, le 14 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207491/277.

(150233261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

2 boulevard Konrad Adenauer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 96.624.

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of December,

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

ARC Global II DB Lux S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9A Boulevard du Prince Henri, L-1724, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies (RCSL) under number B 193.643;

Represented by Mrs Marie CASANOVA, jurist, professionally residing in Howald, by virtue of a proxy given on December 7th 2015;

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the undersigned notary to state that:

I. ARC Global II DB Lux S.à.r.l. is the sole shareholder of 2 Boulevard Konrad Adenauer S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9A Boulevard du Prince Henri, L-1724, registered with the RCSL under number B 96.624 (hereinafter the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated October 13th 2003 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on November 25th 2003, number 1247, page 59850. The articles of incorporation of the Company have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, dated May 18th 2015, published in the Mémorial on July 23rd 2015, number 1842, page 88383.

II. ARC Global II DB Lux S.à.r.l., is also the Absorbed Company (as defined below) for the purpose of the Merger (as defined below).

III. Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à.r.l., société à responsabilité limitée, organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9A Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCSL under number B 196.379 (Arc Global Lux) is the sole shareholder of the Absorbed Company (as defined below) (Arc Global Lux).

IV. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Decision to approve the merger, whereby the Company, as absorbing company, shall merge with the sole shareholder of the Company (the Absorbed Company), by way of absorption by the Company of the Absorbed Company and without liquidation of the Absorbed Company (the Merger), as contemplated by the joint merger proposal dated October 30th 2015, published in the Mémorial on November 9th 2015, number 3053, page 146515 (the Merger Proposal), and as deposited, together with the applicable documents, at the registered offices of the Company and of the Absorbed Company.

2. Decision to acknowledge the waivers taken by the sole shareholder of the Company, to (i) waive the requirement to have the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) and to have a report established by such independent expert(s) on the Merger Proposal in accordance with Article 266 (1) of the law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended (the Law), (ii) have a detailed written report established by the boards of managers of the Company in accordance with Article 265 (1) of the Law and to receive an information on any material change in the assets and liabilities in accordance with Article 265 (2) of the Law and (iii) draw up an accounting statement as at a date which must be not earlier than the first day of the third month preceding the Merger Proposal in accordance with article 267 (1) paragraph 2 of the Law.

3. Decision to increase the share capital of the Company by the issuance of five hundred (500) new shares of twenty-five Euro (EUR 25) each to be allocated to Arc Global Lux.

4. Decision to reduce the share capital of the Company by the cancellation of all the shares held by the Absorbed Company in the Company and transferred to the Company pursuant to the Merger.

5. Effectiveness of the Merger as well as any other items on the agenda.

The undersigned notary confirms that the provisions of the Law relating to the mergers have been respected as follows:

1. The Merger Proposal, jointly drawn up by the board of managers of the Company and of the Absorbed Company on October 30th 2015, has been filed with the RCSL and published in the Mémorial on November 9th 2015, number 3053, page 146515, i.e. at least one month before the date hereof and the date of the resolutions taken by the sole shareholder of the Absorbed Company in connection with the Merger.

2. On October 30th 2015 the sole shareholder of the Company has waived (i) in accordance with Article 266 (5) of the Law, the requirement to have the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) and to have a report established by such independent expert(s) on the Merger Proposal in accordance with Article 266 (1) of the Law, (ii) in accordance with Article 265 (3) of the Law, to have a detailed written report established by the boards of managers of the Company in accordance with Article 265 (1) of the Law and to receive an information on any material change in the assets and liabilities in accordance with Article 265 (2) of the Law and (iii) in accordance with article 267 (1) paragraph 2 of the Law, to draw up an accounting statement as at a date which must be not earlier than the first day of the third month preceding the Merger Proposal.

3. The Merger Proposal, together with the respective documents required pursuant to Article 267 of the Law have been deposited at the registered offices of the Absorbed Company and of the Company, for inspection by the shareholders, at least one month prior to the date hereof and the date of the attestation issued by the board of managers of the Absorbed Company certifying as to the availability of these documents, after having been signed *in varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to present deed to be filed with the registration authorities.

V. Thereupon, the following resolutions are taken:

First resolution

The general meeting, after having reviewed the Merger Proposal, decides to approve the Merger, as contemplated by the Merger Proposal, and the Merger Proposal, as deposited together with the applicable documents at the registered offices of the Company and the Absorbed Company.

Second resolution

The general meeting acknowledges the waivers taken by the sole shareholder of the Company to (i) the requirement to have the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) and to have a report established by such independent expert(s) on the Merger Proposal in accordance with Article 266 (1) of the Law, (ii) have a detailed written report established by the boards of managers of the Company in accordance with Article 265 (1) of the Law and to receive an information on any material change in the assets and liabilities in accordance with Article 265 (2) of the Law and (iii) draw up an accounting statement as at a date which must be not earlier than the first day of the third month preceding the Merger Proposal in accordance with article 267 (1) paragraph 2 of the Law.

Third resolution

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company by the issuance of new shares to be allocated to Arc Global Lux. The share capital of the Company is, therefore, increased by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) by the issuance of five hundred (500) shares of twenty five Euro (EUR 25) each, in order to bring it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to the amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000).

Fourth resolution

The general meeting further decides to reduce the share capital of the Company in order to bring it from its current amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000) to an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), by the cancellation of all the shares held by the Absorbed Company in the Company and transferred to the Company pursuant to the Merger. Such cancellation is offset against the share capital of the Company to the extent of the nominal value of these shares.

Fifth resolution

The general meeting decides that the Merger and all other matters referred to in the foregoing resolutions shall be effective between the merging companies as from the approval of the Merger Proposal and of the Merger by the extraordinary general meeting of shareholders of the Company and the Absorbed Company and vis-à-vis third parties upon the publication of this notarial deed in the Mémorial.

The general meeting further acknowledges and decides that, from an accounting and fiscal point of view, the operations of the Absorbed Company shall be considered as accomplished for the account of the Company as from May 18th 2015. All recorded assets and liabilities of the Absorbed Company and the Company shall be carried forward at their historical book values, and the income of the Company shall include the income of the Absorbed Company as of May 18th 2015.

Declaration

In accordance with Article 271 (2) of the Law, the undersigned notary declares having verified and certifies the existence and validity, under Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Company in order to render the Merger effective.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, resulting from the present deed, to be done by the Company, are estimated approximately at one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

Nothing being in the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above-named persons, this deed is worded in English followed by French translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the English text and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed. This deed having been read to the appearing persons, know to the undersigned notary by their name, surname, occupation, and residence, said persons signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille quinze, le dixième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg)

ONT COMPARU:

ARC Global II DB Lux S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (RCSL) sous le numéro B 193.643;

Représenté par Mme Marie CASANOVA, juriste, résidant professionnellement à Howald, en vertu d'une procuration datée du 7 décembre 2015,

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante a déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter que:

VI. ARC Global II DB Lux S.à.r.l., est l'associé unique de 2 Boulevard Konrad Adenauer S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724, enregistrée auprès du RCSL sous le numéro B 96.624 (ci-après la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 13 Octobre 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) en date du 25 novembre 2003, numéro 1247, page 59850. Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant un acte de Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 mai 2015, publié au Mémorial le 23 juillet 2015 sous le numéro 1842, page 88383.

VII. ARC Global II DB Lux S.à.r.l., est également la Société Absorbée (telle que définie ci-dessous) en vertu de la Fusion (telle que définie ci-dessous).

VIII. Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du RCSL, sous le numéro B 196.379 (Arc Global Lux), est l'associé unique de la Société Absorbée (telle que définie ci-dessous) (Arc Global Lux).

IX. L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Décision d'approuver la fusion, par laquelle la Société, agissant en tant que société absorbante, fusionnera avec l'associé unique de la Société (la Société Absorbée), par voie d'absorption par la Société de la Société Absorbée et sans liquidation de la Société Absorbée (la Fusion), telle que mentionnée par le projet commun de fusion en date du 30 octobre 2015, publié dans le Mémorial le 9 novembre 2015, sous le numéro 3053, page 146515 (le Projet de Fusion), et tel que déposé, ensemble avec les documents y relatifs, aux sièges sociaux respectifs de la Société et de la Société Absorbée.

2. Décision de constater les renoncations prises par l'associé unique de la Société, (i) de procéder à l'examen du Projet de Fusion par un ou plusieurs experts indépendants et d'obtenir un rapport établi par ce/ces expert(s) indépendants quant au Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 266 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), (ii) d'obtenir un rapport écrit détaillé, établi par les conseils de gérance de la Société conformément aux dispositions de l'Article 265 (1) de la Loi et à recevoir toute information concernant tout changement important de l'actif et du passif conformément à l'Article 265 (2) de la Loi, et (iii) de dresser un état comptable à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédent le Projet de Fusion conformément à l'Article 267 (1) paragraphe 2 de la Loi.

3. Décision d'augmenter le capital social de la Société par l'émission de cinq cent (500) nouvelles parts d'une valeur de vingt-cinq Euro (EUR 25) chacune allouées à Arc Global Lux.

4. Décision de réduire le capital social de la Société par l'annulation de toutes les parts détenues par la Société Absorbée dans la Société et transférées à la Société conformément à la Fusion.

5. Date d'effet de la Fusion ainsi que tout autre élément présent à l'ordre du jour.

Le notaire soussigné confirme que les dispositions de la Loi relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

1. Le Projet de Fusion, tel qu'établi conjointement par les conseils de gérance de la Société et de la Société Absorbée le 30 octobre 2015, a été enregistré auprès du RCSL et publié au Mémorial le 9 novembre 2015, sous le numéro 3053, page 146515, c'est-à-dire au moins un mois avant la date qu'en tête des présentes et la date de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la Société Absorbée en relation avec la Fusion.

2. Le 30 octobre 2015 l'associé unique de la Société a renoncé (i) conformément à l'Article 266 (5) de la Loi, à l'exigence de procéder à l'examen du Projet de Fusion par un ou plusieurs expert(s) indépendants et d'obtenir un rapport établi par ce/ces expert(s) indépendant(s) quant au Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 266 (1) de la Loi, (ii) conformément à l'Article 265 (3) de la Loi, à l'exigence d'obtenir un rapport écrit détaillé, établi par les conseils de gérance de la Société conformément aux dispositions de l'Article 265 (1) de la Loi et à recevoir toute information concernant tout changement important de l'actif et du passif conformément à l'Article 265 (2) de la Loi et (iii) conformément à l'Article 267 (1) paragraphe 2 de la Loi, à l'exigence de dresser un état comptable à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédent le Projet de Fusion.

3. Le projet de Fusion, ensemble avec les documents y relatifs requis par l'Article 267 de la Loi ont été déposés aux sièges sociaux respectifs de la Société Absorbée et de la Société, afin d'être inspectés par les associés, au moins un mois avant la date qu'en tête des présentes et la date de l'attestation délivrée par le conseil de gérance de la Société Absorbée certifiant la disponibilité de ces documents, après avoir été signés ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

X. Ces faits exposés, les résolutions suivantes sont prises:

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir revu le Projet de Fusion, décide d'approuver la Fusion telle que prévue par le Projet de Fusion, ainsi que le Projet de Fusion, tel que déposé, ensemble avec les documents y relatifs, aux sièges sociaux respectifs de la Société et de la Société Absorbée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate les renonciations prises par l'associé unique de la Société (i) de procéder à l'examen du Projet de Fusion par un ou plusieurs expert(s) indépendants et d'obtenir un rapport établi par ce/ces expert(s) indépendants quant au Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 266 (1) de la Loi, (ii) d'obtenir un rapport écrit détaillé, établi par les conseils de gérance de la Société conformément aux dispositions de l'Article 265 (1) de la Loi et à recevoir toute information concernant tout changement important de l'actif et du passif conformément à l'Article 265 (2) de la Loi et (iii) de dresser un état comptable à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédent le Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 267 (1) paragraphe 2 de la Loi.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société par l'émission de nouvelles parts allouées à ARC Global Lux. Le capital social de la Société est, par conséquent, augmenté d'un montant de douze mille cinq cent Euro (EUR 12,500) par l'émission de cinq cent (500) parts d'une valeur de vingt-cinq Euro (EUR 25) chacune, afin d'augmenter son capital actuel de douze mille cinq cent Euro (EUR 12,500) à vingt-cinq mille Euro (EUR 25,000).

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social de la Société de son montant actuel de vingt-cinq mille Euro (EUR 25,000) à douze mille cinq cent Euro (EUR 12,500), par l'annulation des parts détenues par la Société Absorbée dans la Société et transférées à la Société conformément à la Fusion. Cette annulation sera compensée par le capital social de la Société et par la valeur nominale desdites parts.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide que la Fusion et toutes les questions visées dans les résolutions qui précèdent prendront effet entre les sociétés fusionnantes à partir de la date d'approbation du Projet de Fusion et de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société et de la Société Absorbée et vis-à-vis des tiers, au jour de la publication de l'acte notarié dans le Mémorial.

L'assemblée générale constate et décide que, d'un point de vue fiscal et comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société au 18 mai 2015. Tous les actifs et les passifs comptabilisés de la Société Absorbée et de la Société seront reportés à leur valeur comptable historique, et les revenus de la Société incluront les revenus de la Société Absorbée au 18 mai 2015.

Déclaration

Conformément à l'Article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et certifié l'existence et la validité, en vertu des lois luxembourgeoises, des actes légaux et des formalités imposées à la Société de façon à rendre la Fusion effective.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, résultant du présent acte, qui incombent à la Société sont estimés à approximativement mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire, soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la partie comparante, connue par le notaire soussigné par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ladite partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: M. CASANOVA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 11 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21300. Reçu soixante-quinze (75.-) euros
Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 17 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205049/233.

(150230270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2015.

SHFC, Société Holding Financière Collin, Société Anonyme.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 15, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 174.714.

PROJET COMMUN DE FUSION

Il est décidé que la fusion sera réalisée aux termes du projet commun arrêté ci-après:

Description des sociétés à fusionner:

1. Société Absorbante. La société anonyme SHFC, Société Holding Financière Collin, ci-après désignée la "Société Absorbante", a son siège social au 15, rue des Jardiniers, à L-1835 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, elle est inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174714 elle a été constituée par acte reçu le 12 décembre 2012, publié au Mémorial C n°638 du 15 mars 2013 et ses statuts ont été modifiés par acte du 31 octobre 2014, publié au Mémorial C n°3776 du 9 décembre 2014

Son capital social s'élève à cinq millions quatre cent quarante et un mille euros (5.441.000 EUR) représenté par cinq mille quatre cent quarante et une (5.441) actions, d'une valeur de mille euros (1.000 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

2. Société Absorbée. La société anonyme CETA S.A., ci-après désignée la "Société Absorbée", a son siège social à L-5440 Remerschen, 88B, route du Vin, est inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164714 et a été constituée par acte reçu le 10 novembre 2011, publié au Mémorial C numéro 3149 du 22 décembre 2011.

Son capital social s'élève à EUR 31.000,- (trente-et-un mille euros), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées et appartenant toutes à la société anonyme SHFC S.A., unique actionnaire et Société Absorbante.

Modalités de la Fusion

La fusion sera réalisée par voie d'absorption de CETA S.A. par son unique actionnaire, SHFC S.A.

La Société Absorbante étant titulaire de la totalité des parts sociales et autres titres conférant droit de vote de la Société Absorbée, l'opération est soumise aux dispositions de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 régissant les sociétés commerciales, ci-après «la Loi».

Actions nouvelles - Rapport d'échange

Etant donné que la Société Absorbante détient et détiendra au moment de la fusion l'entière du capital et titres quelconques émis par la Société Absorbée, il ne sera pas émis de nouvelles actions par la Société Absorbante et aucun échange de titres n'est à envisager. A défaut de rapport d'échange à calculer, compte tenu des dispositions de l'article 278 de la Loi auquel il est fait référence ci-avant, il n'est pas nécessaire de faire établir de rapports d'experts ni que les conseils d'administration ou de gérance respectifs ne produisent de rapports aux associés.

A défaut d'émission d'actions nouvelles, il n'y a pas lieu de fixer les modalités de leur remise ni d'indiquer la date à partir de laquelle elles donneraient le droit de participer aux bénéfices.

Dates de prise d'effet sur le plan comptable et juridique:

La fusion sera basée sur les bilans respectifs de la Société Absorbée et de la Société Absorbante établis à leur date de clôture, le 31 décembre 2015.

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont conventionnellement considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante est fixée au 1^{er} janvier 2016, à 0 heure,

et tous bénéfices ou pertes réalisées par la Société Absorbée après cette date sont censés réalisés pour le compte de la Société Absorbante.

La fusion sera réalisée en 2016 à la date de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante approuvant le projet commun de fusion, tenue au moins un mois après la publication de celui-ci.

La décision d'approbation de la fusion étant entièrement aux mains de la Société Absorbante, il n'y a pas lieu de tenir une assemblée de la Société Absorbée.

Respect des droits particuliers:

Au moment de la fusion, la Société Absorbée ne comptera aucune part ayant des droits spéciaux, aucun emprunt obligataire, aucune part de fondateurs ou titres quelconques autres que des parts sociales. Il n'y a dès lors pas à indiquer les mesures proposées à l'égard d'associés ayant des droits spéciaux ou de porteurs de titres pour assurer le respect de leurs droits.

Attribution d'avantages particuliers.

Il n'est accordé, par l'effet de la fusion, aucun avantage particulier ni aux administrateurs, ni aux commissaires des deux sociétés qui fusionnent.

Conséquences de la fusion:

La fusion par absorption entraînera de plein droit toutes les conséquences prévues par l'article 274 de la Loi. Ainsi, par l'effet de la fusion, la Société Absorbée sera dissoute, toutes les parts sociales représentant son capital social seront annulées et tous ses actifs et passifs seront universellement transmis de plein droit à la Société Absorbante.

Il est signalé que le patrimoine de la Société Absorbée ne comprend pas d'immeubles situés au Grand-Duché de Luxembourg et qu'elle n'a conclu aucun contrat de travail.

Pour permettre à la Société Absorbante de continuer toutes les activités de la Société Absorbée, il y a lieu de modifier son objet social en ajoutant le paragraphe suivant:

«La société a en outre pour objet le conseil en ingénierie industrielle et le conseil en agronomie. Elle pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.»

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société Absorbée prennent fin lors de l'assemblée générale d'approbation de la fusion par la Société Absorbante.

Information

Tous les associés de la Société Absorbée et de la Société Absorbante ont le droit, un mois au moins avant la date de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation du projet commun de fusion, de prendre connaissance au siège social de la société dont ils sont associés, du projet commun de fusion, des comptes annuels ainsi que des rapports de gestion et tous autres documents, tels que déterminés à l'article 267 de la Loi.

Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la fusion et à la transmission universelle de tous les avoirs et obligations par la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Lors de la réalisation définitive de la fusion, la Société Absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats, archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

Référence de publication: 2015208510/82.

(150234316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Surbille S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 181.956.

CLOSURE OF LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi du 11 mai 2007, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "SURBILLE S.A. SPF", en liquidation volontaire, établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg,

23, rue Jean Jaurès, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 181956, (la “Société”), constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 149 du 16 janvier 2014,

et dont les statuts (les “Statuts”) n'ont plus été modifiés depuis lors.

La Société a été mise en liquidation et Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 25 mars 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, a été nommé en tant que liquidateur (le “Liquidateur”) suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 décembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne Madame Anaïs DEYGLUN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 7 décembre 2015, a approuvé le rapport du liquidateur daté du 7 décembre 2015 (le “Rapport du Liquidateur”) ainsi que les comptes de liquidation établis au 31 octobre 2015 (les “Comptes de Liquidation”), a nommé “CHESTER & JONES S.à r.l.”, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1711 Luxembourg, 14, rue Bernard Haal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 120602, en tant que commissaire à la liquidation (le “Commissaire à la Liquidation”) chargé de l'établissement des comptes de clôture (les “Comptes de Clôture”) et du rapport du commissaire à la liquidation (le “Rapport du Commissaire à la Liquidation”) et qui a fixé à ces jour, heure et lieu la présente Assemblée;

B) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Examen et approbation du Rapport du Commissaire à la Liquidation;
2. Approbation des Comptes de Clôture;
3. Décharge à accorder au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en relation avec la liquidation de la Société;
4. Approbation du transfert de tous les actifs et passifs de la Société conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture de la Société;
5. Conservation des livres et documents de la Société;
6. Approbation de la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour;
7. Divers.

C) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; laquelle, signée “ne varietur” par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “ne varietur” par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

E) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

F) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Ayant eu communication du Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée approuve ledit rapport qui conclut à la conformité du Rapport du Liquidateur aux lois et obligations légales luxembourgeoises et à un exposé sincère et véritable des opérations de liquidations de la Société.

Le Rapport du Commissaire à la Liquidation, après avoir été signé “ne varietur” par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Deuxième résolution

Confirmant par les présentes les conclusions contenues dans le Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée décide d'approuver les Comptes de Clôture.

Troisième résolution

L'Assemblée donne décharge pleine et entière au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec les opérations de liquidation de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'approuver le transfert de tous les actifs et passifs de la Société, conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture, avec effet à la date du présent acte.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide que les livres et autres documents de la Société resteront déposés pendant une période de cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, et que toutes les sommes et valeurs éventuelles revenant aux actionnaires et aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de procéder à la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, A. DEYGLUN, C. DOSTERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 10 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21351. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015208555/96.

(150233797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Field II SICAR S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 187.087.

L'an deux mille quinze,
le huit décembre.

Par devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

s'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de la société «FIELD II SICAR S.C.A.» (la «Société»), une société en commandite par actions existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 24, rue Robert Krieps, L-4702 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187 087, constituée sous forme d'une société d'investissement en Capital à Risque, suivant un acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 14 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C»), en date du 23 juillet 2014, sous le numéro 1924 et page 92323. Les statuts de la Société ne furent jamais modifiés depuis sa création.

L'Assemblée est ouverte et est présidée par Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Nadia WEYRICH, employée privée, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée nomme comme scrutateur Monsieur Philippe DENIS, dirigeant de société, avec adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

I.- Les actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, après avoir été signées

ne varietur par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que toutes les trois cent onze (311) actions divisées en trois cent dix (310) actions de catégorie B et une (1) action de catégorie C d'une valeur nominale de cent euros (100.-EUR) chacune, représentant l'intégralité du capital social d'un montant de TRENTE ET UN MILLE CENT EUROS (31'100.- EUR) sont représentées à la présente Assemblée. Tous les actionnaires déclarent avoir été préalablement informés de l'ordre du jour de l'Assemblée et renoncent à toutes les exigences de convocation et à toutes les formalités.

L'Assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Agenda

- 1.- Dissolution et liquidation de la Société;
- 2.- Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs;
- 3.- Détermination des pouvoirs et de la rémunération du liquidateur ou des liquidateurs.

Après délibération, l'Assemblée prend chaque fois et à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE de dissoudre et de mettre la Société en liquidation à la date du présent acte.

Deuxième résolution

L'Assemblée DECIDE, en conformité avec l'article VINGT-SIX (26) des statuts de la Société, et avec l'accord de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), de nommer la société suivante aux fonctions de seul liquidateur (le «Liquidateur») de la Société:

la société «FIELD GESTION S.à r.l.» une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit luxembourgeois établie et ayant son siège social au 24, rue Robert Krieps, L-4702 Pétange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 174 186, qui agit également en sa qualité de seul gérant de la société de la Société «FIELD II SICAR S.C.A.» prénommée.

Troisième résolution

L'Assemblée DECIDE que le Liquidateur recevra les pouvoirs comme déterminés ci-après:

Le Liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le Liquidateur peut accomplir tous les actes visés à l'article 145 sans demander l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où cette autorisation serait requise.

Le liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements.

Le Liquidateur n'a pas à faire l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le Liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'ils fixeront.

Le liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société aux associés en numéraire ou en nature selon leur volonté en fonction de leur participation au capital ou en tout autre proportion approuvée par les actionnaires.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passe à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données aux parties comparantes, connues du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdites parties comparantes ont signé le présent acte Nous avec le notaire.

Signé: B.D. KLAPP, N. WEYRICH, P. DENIS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 décembre 2015. Relation: EAC/2015/29617. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015205404/73.

(150231480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Adanes S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 179.336.

—
CLOSURE OF LIQUIDATION

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de la société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens des dispositions de la loi du 11 mai 2007, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "ADANES S.A. SPF", en liquidation volontaire, établie et ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 179336, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 10 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2381 du 26 septembre 2013,

et dont les statuts (les "Statuts") n'ont plus été modifiés depuis lors.

La Société a été mise en liquidation et Monsieur Stéphane WARNIER, employé privé, né à Watermael-Boitsfort (Belgique), le 25 mars 1966, demeurant professionnellement à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, a été nommé en tant que liquidateur (le "Liquidateur") suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 décembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue.

La Présidente désigne Madame Anaïs DEYGLUN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 7 décembre 2015, a approuvé le rapport du liquidateur daté du 7 décembre 2015 (le "Rapport du Liquidateur") ainsi que les comptes de liquidation établis au 30 novembre 2015 (les "Comptes de Liquidation"), a nommé "CHESTER & JONES S.à r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1711 Luxembourg, 14, rue Bernard Haal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 120602, en tant que commissaire à la liquidation (le "Commissaire à la Liquidation") chargé de l'établissement des comptes de clôture (les "Comptes de Clôture") et du rapport du commissaire à la liquidation (le "Rapport du Commissaire à la Liquidation") et qui a fixé à ces jour, heure et lieu la présente Assemblée;

B) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Examen et approbation du Rapport du Commissaire à la Liquidation;
 2. Approbation des Comptes de Clôture;
 3. Décharge à accorder au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en relation avec la liquidation de la Société;
 4. Approbation du transfert de tous les actifs et passifs de la Société conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture de la Société;
 5. Conservation des livres et documents de la Société;
 6. Approbation de la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour;
 7. Divers.
- C) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; laquelle, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

E) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

F) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Ayant eu communication du Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée approuve ledit rapport qui conclut à la conformité du Rapport du Liquidateur aux lois et obligations légales luxembourgeoises et à un exposé sincère et véritable des opérations de liquidations de la Société.

Le Rapport du Commissaire à la Liquidation, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Deuxième résolution

Confirmant par les présentes les conclusions contenues dans le Rapport du Commissaire à la Liquidation, l'Assemblée décide d'approuver les Comptes de Clôture.

Troisième résolution

L'Assemblée donne décharge pleine et entière au Liquidateur et au Commissaire à la Liquidation pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec les opérations de liquidation de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'approuver le transfert de tous les actifs et passifs de la Société, conformément à ce qu'il ressort des Comptes de Clôture, avec effet à la date du présent acte.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide que les livres et autres documents de la Société resteront déposés pendant une période de cinq ans au moins à l'ancien siège social à L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès, et que toutes les sommes et valeurs éventuelles revenant aux actionnaires et aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de procéder à la clôture de la liquidation de la Société avec effet à la date de ce jour.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, la Présidente a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille cent euros.

DONT ACTE, passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, A. DEYGLUN, C. DOSTERT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 10 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21359. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015207568/96.

(150233796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

7 Industries Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 200.988.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the fifteenth day of October,
Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

7-Main Ltd., a limited liability company, having its registered office at 16/B Shenkar Street, 46725 Herzeliaya, Israel, registered with the local Registrar of Companies under number 513258061,

here represented by Bernard Elslander, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12 October 2015.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name 7 Industries Lux S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against currency exchange and interest rate risks as well as other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares, if applicable within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the single shareholder or the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the single manager, or if there is more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager or, if there is more than one manager, by the individual signature of any manager of the Company, or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders, owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders; and
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

Thereupon, 7-Main Ltd., prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all 12,500 shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,400.- EUR).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:
 - Serge KRANCENBLUM, with professional address at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; and
 - Yassine KHECHINI, with professional address at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
2. The registered office of the Company is set at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

The german translation follows:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünfzehnten Oktober,
Vor Uns Maître Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

7-Main Ltd., eine Gesellschaft gegründet gemäß der Gesetzgebung des Staates Israel, mit Gesellschaftssitz in 16/B Shenkar Street, 46725 Herzeliaya, Israel, registriert im eingetragen im örtlichen Gesellschaftsregister unter der Nummer 513258061,

vertreten durch Bernard Elslander, Rechtsanwalt, mit Berufsadresse in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, die am 12. Oktober 2015 ausgestellt wurde.

Diese Vollmacht, nachdem sie vom Bevollmächtigten im Namen für die unterzeichnete Partei und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurde, bleibt dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung angefügt und wird samt dieser bei den Registrierungsbehörden eingereicht.

Welcher Komparent, vertreten wie vorstehend, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung ("société à responsabilité limitée"), die hiermit gegründet wird, wie folgt zu dokumentieren:

I. Name - Sitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Es wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Firma 7 Industries Lux S.à r.l. gegründet, die dem luxemburgischen Recht und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in der jeweils gültigen Fassung (das Gesetz über die Handelsgesellschaften), sowie gegenwärtiger Satzung (die Satzung) unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft ist die Stadt Luxemburg. Er kann durch Beschluss des Einzelgeschäftsführers oder des Geschäftsführerrats innerhalb der Grenzen der Stadt verlegt werden. Durch qualifizierten, unter den Voraussetzungen eines Beschlusses zur Änderung der Gesellschaftssatzung gefassten, Beschluss des Alleingeschafters oder der Geschäftsversammlung kann der Gesellschaftssitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.2 Durch Beschluss des Einzelgeschäftsführers oder des Geschäftsführerrats können Niederlassungen, Tochterunternehmen oder andere Betriebsstätten im gesamten Gebiet des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden. Sollte der Einzelgeschäftsführer oder der Geschäftsführerrat zu der Auffassung kommen, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären die normale Geschäftsabwick-

lung am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Einstellung oder Beseitigung dieser außergewöhnlichen Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Maßnahme hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz einer solchen vorläufigen Verlegung des Gesellschaftssitzes eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts bleiben soll.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Eigentumsanteilen an inoder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, Schuldverschreibungen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder jede andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Sie darf sich an der Erschaffung, Entwicklung, Verwaltung und Führung der Geschäfte einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Sie darf weiter in den Erwerb und die Verwaltung in Patente oder anderes geistiges Eigentum jeglicher Art enthaltende Portfolios investieren.

3.2 Die Gesellschaft kann, ausgenommen öffentlicher Angebote, Darlehen jeder Art aufnehmen. Sie kann, aber dies lediglich im Wege der privaten Effektenplatzierung, Wechsel, Anleihen, sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenpapiere ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich der Erträge aus Kreditverbindlichkeiten und/oder aus der Ausgabe von Forderungspapieren, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und jede andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft zu Gunsten Dritter Sicherheiten leisten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen, sowie derer von mit ihr verbundener Gesellschaften, sowie derer einer jeden anderen Gesellschaft, nachzukommen. Die Gesellschaft kann weiter durch Pfandbestellung, Verpfändung, Übertragung, sonstige Belastungen oder Aufnahme von Hypotheken, ihr gesamtes oder einen Teil ihres Vermögens belasten. Zur Beseitigung jeglicher Zweifel wird hiermit ausdrücklich klargestellt, dass die Gesellschaft keine reglementierte Aktivität auf dem Finanzmarkt aufnimmt.

3.3 Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten, einschließlich Verfahren und Mittel um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4 Die Gesellschaft ist befugt jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktion in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen oder dessen Förderung dienen.

Art. 4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit errichtet.

4.2 Die Gesellschaft soll wegen des Todes, der Aufhebung der Bürgerrechte, der Geschäftsunfähigkeit, der Insolvenz, des Bankrotts eines oder mehrerer Gesellschafter oder eines vergleichbaren Ereignisses nicht aufgelöst werden.

II. Kapital - Anteile

Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, allesamt gezeichnet und voll eingezahlt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch qualifizierten, unter den Voraussetzungen eines Beschlusses zur Änderung der Gesellschaftssatzung gefassten, Beschluss des Alleingeschafters oder der Generalversammlung, in einem oder mehreren Schritten aufgestockt oder vermindert werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Im Verhältnis zu allen Anteilen berechtigt jeder Anteil ihren Halter proportional zur Beteiligung an den Nettoaktiva und an den Gewinnen der Gesellschaft.

6.2 Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

6.3 Die Anteile sind unter Gesellschaftern und, sofern nur ein Alleingeschafters vorhanden ist auch gegenüber Dritten, frei abtretbar.

Im Falle mehrerer Gesellschafter, unterliegt die Übertragung von Anteilen an Dritte der Erteilung der vorherigen Zustimmung durch die Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst wirksam und verbindlich, nachdem sie gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Hinsichtlich aller anderen Angelegenheiten wird ausdrücklich auf die Artikel 189 und 190 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

6.4 Im Einklang mit geltendem Recht wird am Gesellschaftssitz ein Anteilshaberregister geführt.

6.5 Die Gesellschaft kann Anteile im Einklang mit dem Gesetz über die Handelsgesellschaften zurückkaufen.

III. Verwaltung - Vertretung

Art. 7. Geschäftsführerrat.

7.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern vertreten, die aufgrund eines Beschlusses des Alleingeschafters oder der Gesellschafterhauptversammlung unter Festlegung der Dauer ihres jeweiligen Mandats ernannt werden. Werden mehrere Geschäftsführer ernannt, bilden diese einen Geschäftsführerrat. Die Geschäftsführer müssen nicht gleichzeitig auch Gesellschafter sein.

7.2 Die Geschäftsführer können beliebig abberufen werden.

Art. 8. Befugnisse des Geschäftsführerrats.

8.1 Der Einzelgeschäftsführer oder der Geschäftsführerrat haben die ausgedehntesten Befugnisse um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind und nicht von Gesetzes wegen oder durch die vorliegende Satzung dem Alleingeschafter oder der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind.

8.2 Begrenzte Sondervollmachten oder Befugnisse für bestimmte Angelegenheiten können einem oder mehreren Vertretern, die nicht auch Gesellschafter sein müssen, vom Alleingeschafter oder, sind mehrere Geschäftsführer vorhanden, von einem jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, erteilt werden.

Art. 9. Geschäftsführungsordnung.

9.1 Geschäftsführerratssitzungen finden am in der Ladung zur Geschäftsführerratssitzung angegebenen Ort, so oft wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern und sonst auf Antrag eines jeden Geschäftsführers statt.

9.2 Eine schriftliche Ladung zur Geschäftsführerratssitzung soll allen Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der jeweiligen Sitzung gegeben werden. In dringenden Fällen, deren Vorliegen in der Ladung zur Geschäftsführerratssitzung dargelegt werden müssen, kann hierauf ausnahmsweise verzichtet werden.

9.3 Einer solchen Ladung bedarf es nicht, wenn alle Mitglieder der Geschäftsführerratssitzung anwesend oder wirksam vertreten sind und mitteilen, dass sie Auskunft über die Geschäftsführerratssitzung erhalten haben, sowie dass sie volle Kenntnis von der Tagesordnung haben. Auf die Ladung kann schriftlich, durch Urschrift, per Telegramm, Fax oder E-Mail, durch jeden Geschäftsführer verzichtet werden.

9.4 Jeder Geschäftsführer kann an jeder Versammlung teilnehmen, indem er sich durch einen anderen Geschäftsführer vertreten lässt, den er schriftlich ernennt.

9.5 Die Geschäftsführerversammlung kann sich wirksam beraten und ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder gültig vertreten ist. Beschlüsse des Geschäftsführerrates kommen durch die Mehrheit der abgegebenen Stimmen wirksam zustande. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Protokoll festgehalten, welches von allen bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet wird.

9.6 Jeder Geschäftsführer kann per Telefon, Videokonferenz oder ähnlichen Medien der Kommunikation teilnehmen, die es den Geschäftsführern erlauben, sich untereinander mündlich zu verständigen. Die Teilnahme an einer Versammlung in dieser Weise steht der persönlichen Anwesenheit der Geschäftsführer an der jeweiligen Versammlung gleich.

9.7 Beschlüsse die im Umlaufverfahren beschlossen und von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurden, haben dieselbe bindende Wirkung, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung getroffen worden. Die Unterschriften können hierbei auf einer oder mehreren Kopien desselben Umlaufbeschlusses getätigt und durch Brief oder Kopie bewiesen werden.

Art. 10. Vertretung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft entweder durch die Einzelunterschrift des Alleingeschaftsführers oder, wenn mehrere Geschäftsführer vorhanden sind, durch die Unterschrift eines jeden Geschäftsführers oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift von Personen, den nach Artikel 8.2 dieser Satzung wirksam eine solche Unterschriftsvollmacht erteilt wurde.

Art. 11. Haftung der Geschäftsführer. Es besteht keine persönliche Haftung der Gesellschafter für Verbindlichkeiten, die sie wirksam im Namen der Gesellschaft eingehen, sofern diese im Einklang mit dem Gesetz über die Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung stehen.

IV. Hauptversammlung der Gesellschafter

Art. 12. Befugnisse und Stimmrechte.

12.1 Jeder Gesellschafter nimmt alle Befugnisse, die das Gesetz über die Handelsgesellschaften der Hauptversammlung der Gesellschafter zuspricht, wahr.

12.2 Jeder Gesellschafter hat Stimmrechte die seiner Beteiligung entsprechen.

12.3 Jeder Gesellschafter kann schriftlich durch Urkunde, Telegramm, Telex, Telefax oder E-Mail jede natürliche oder juristische Person als seinen Bevollmächtigten benennen, der ihn bei der Hauptversammlung vertritt.

Art. 13. Form - Beschlussfähigkeit - Mehrheit.

13.1 Sind nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter vorhanden, können die Beschlüsse der Gesellschafter durch Zirkularbeschlüsse gefasst werden, deren Text allen Gesellschaftern schriftlich, entweder als Original oder als Telegramm,

Telex, Telefax oder E-Mail zugestellt werden soll. Die Gesellschafter sollen dann ihre Stimme durch Unterzeichnung des Zirkularbeschlusses abgeben. Die Unterschriften der Gesellschafter können hierbei auf einer oder mehreren Kopien desselben Umlaufbeschlusses getätigt und durch Brief oder Kopie bewiesen werden.

13.2 Kollektivbeschlüsse sind lediglich wirksam getroffen, als sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals in ihrem Eigentum halten, gefasst wurden.

13.3 Ungeachtet dessen, können Beschlüsse, die zur Änderung der Satzung führen oder die Liquidierung oder Auflösung der Gesellschaft bewirken sollen, lediglich von der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten müssen, gefasst werden.

V. Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

14.2 Jedes Jahr werden am Ende des Geschäftsjahres die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer, oder wenn mehrere Geschäftsführer vorhanden sind, der Geschäftsführerrat, stellt ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind.

14.3 Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 15. Gewinnausschüttung.

15.1 Der Bruttogewinn der Gesellschaft, angegeben in den Jahresabschlüssen, stellt nach Abzug der Fixkosten, der Amortisierung und Ausgaben den Nettoreingewinn dar. Einen Betrag in Höhe von fünf Prozent (5%) dieses Nettoreingewinns der Gesellschaft sollen der gesetzlichen Reserve zugeführt werden bis sich die gesetzliche Reserve auf zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beläuft.

15.2 Die Generalversammlung bestimmt wie mit dem verbleibenden jährlichen Reingewinn verfahren werden soll und ob dieser an die Aktionäre im Verhältnis zu den Aktien, die sie halten, ausgeschüttet oder der Reserve zugeführt oder fortgetragen werden soll.

15.3 Zwischendividenden können jederzeit unter den folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- (i.) ein Zwischenabschluss, ein Inventar oder ein Bericht wird vom Geschäftsführer oder Geschäftsführerrat aufgestellt;
- (ii.) dieser Zwischenabschluss, Inventar oder Bericht belegt, dass ausreichende Mittel für eine solche Ausschüttung vorhanden sind; der auszuschüttende Betrag darf hierbei den Gewinn der Gesellschaft seit dem Ende des vorangegangenen Geschäftsjahres, zuzüglich der Gewinnmitnahme und verfügbaren Reserven, jedoch abzüglich der Verlustmitnahmen und gesetzlichen Reserven, nicht überschreiten.
- (iii.) der Beschluss Zwischendividenden auszuschütten wurde vom Alleingesellschafter oder der Hauptversammlung der Gesellschafter gefasst;
- (iv.) Versicherung wurde darüber eingeholt, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht beeinträchtigt werden.

VI. Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 16. Auflösung - Liquidation.

16.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren vom Alleingesellschafter oder der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung der Gesellschafter legt die Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Vorbehaltlich des Gesetzes sowie anderer Beschlussfassung durch den oder die Gesellschafter, sollen die Liquidatoren mit allen Befugnissen zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ausgestattet sein.

16.2 Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird dem Alleingesellschafter zugeteilt oder, im Falle mehrerer Gesellschafter, unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen jeweils zustehenden Kapitalanteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeines

Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Zeichnung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung - Zahlung

Daraufhin erklärt 7-Main Ltd., genannt und vertreten wie vorstehend angegeben, sämtliche Anteile der Gesellschaft zu zeichnen und seine Einlage auf diese zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile vollständig durch Barzahlung eingezahlt zu haben, so dass dieser Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) somit zur Verfügung der Gesellschaft steht, wie dem unterzeichneten Notar bescheinigt wurde, der dies ausdrücklich bestätigt.

165830

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr eintausendvierhundert Euros (1,400.- EUR) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Unverzüglich nach Gesellschaftsgründung hat der Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die folgenden Personen werden auf unbestimmte Zeit zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:
 - Serge KRANCENBLUM, mit beruflicher Anschrift in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg; und
 - Yassine KHECHINI, mit beruflicher Anschrift in 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg;
2. Der Gesellschaftssitz ist 412F, route d'Esch, L-2086 Luxemburg.

Erklärung

Der amtierende Notar, der englischen Sprache kundig, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten hat dieser mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. ELSLANDER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/33386. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Oktober 2015.

Référence de publication: 2015175504/416.

(150194285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Lac Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 198.004.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of October.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.416, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 22 October 2015,

in its capacity as sole shareholder of LAC Prop Co. C S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198.004, incorporated on 24 June 2015 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2203 of 24 August 2015 and whose articles of incorporation have not yet been amended (the Company).

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of nine hundred and ninety-eight thousand, seven hundred and fifty euros (EUR 998,750) to raise it from its present amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750.-) to one million twelve thousand five hundred euros (EUR 1,012,500), by the issuance of the following shares:

- Eleven thousand two hundred and fifty (11,250) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

each new share having a par value of one Euro (EUR 1.-), these new shares having the same rights as the already existing shares issued by the Company (the "Capital Increase").

Second resolution

Subscription - Payment

Thereupon appeared ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.416, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-), ("the Subscriber"),

here represented by José María Ortiz, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 22 October 2015.

The Subscriber declared to subscribe for the following shares:

- Eleven thousand two hundred and fifty (11,250) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind transforming its rights and benefits under the Shareholder Loan Agreement between the Sole Shareholder and the Company into an amount of nine hundred ninety-eight thousand, seven hundred and fifty euro (EUR 998,750.-) into share capital (accounts #101 - Capital souscrit) of the Company.

The Contribution in Kind represents a value in aggregate amount of nine hundred and ninety-eight thousand, seven hundred and fifty euros (EUR 998,750).

Proof of the ownership by the Subscriber of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

The Subscriber declared that the Contribution in Kind is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

The Subscriber further stated that a valuation certificate has been drawn up by the Sole Shareholder wherein the Contribution in Kind is described and valued (the "Valuation Certificate") and the managers of the Company have validated it by means of a certificate (the "Certificate", together with the Valuation Certificate, the "Valuation Documentation") The Valuation Documentation, which after having been signed "ne varietur" by the Sole Shareholder, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

The Sole Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the following new shares according to the above mentioned subscription:

- Eleven thousand two hundred and fifty (11,250) ordinary shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class A Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class B Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class C Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class D Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class E Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class F Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class G Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class H Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class I Shares,
- Ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) of Class J Shares,

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company's share capital is set at one million twelve thousand five hundred euros (EUR 1,012,500.-), represented by (i) twenty five thousand (25,000) ordinary shares, (ii) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class class A (the "Class A Shares"), (iii) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class B (the "Class B Shares"), (iv) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class C (the "Class C Shares"), (v) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class D (the "Class D Shares"), (vi) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class E (the "Class E Shares"), (vii) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class F (the "Class F Shares"), (viii) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class G (the "Class G Shares"), (ix) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class H (the "Class H Shares"), (x) ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class I (the "Class I Shares") and (xi) one ninety-eight thousand seven hundred and fifty (98,750) shares of class J (the "Class J Shares"); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than twenty five thousand euro Euro (EUR 25,000.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class A Shares; (ii) Class B Shares; (iii) Class C Shares; (iv) Class D Shares; (v) Class E Shares; (vi) Class F Shares; (vii) Class G Shares; (viii) Class H Shares; (ix) Class I Shares and (x) Class J Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares

entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class A Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 16 October 2015 and ending no later than on 31 December 2015 (the “Class A Period”).

The period for the Class B Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the “Class J Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 1% (or alternatively 10%) of the nominal value of the Class A Shares;

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 2% (or alternatively 9%) of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 3% (or alternatively 8%) of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 4% (or alternatively 7%) of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 5% (or alternatively 6%) of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 6% (or alternatively 5%) of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 7% (or alternatively 4%) of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 8% (or alternatively 3%) of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 9% (or alternatively 2%) of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% (or alternatively 1%) of the nominal value of the Class J Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand two hundred fifty euro (EUR 2,250.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Am dreiundzwanzigsten Tag des Monats Oktober im Jahre zweitausendfünfzehn,
ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.416, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat,

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der LAC Prop Co. C S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.004, gegründet am 24. Juni 2015 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2203 vom 24. August 2015, und deren Satzung noch nicht abgeändert wurde (die Gesellschaft),

hier vertreten durch José María Ortiz, Geschäftsführer, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 22. Oktober 2015 erteilt wurde.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Die Alleingesellschafterin fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschliesst, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von neunhundertundachtundneuzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 998,750) zu erhöhen von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe

von dreizehntausendsiebenhundertfünzig Euro (EUR 13,750.-) auf eine Million zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 1,012,500), durch Ausgabe der folgenden Anteile:

- Elftausendzweihundertfünzig (11,250) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse J,

jede neue Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-) und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile (die "Kapitalerhöhung").

*Zweiter Beschluss
Zeichnung - Zahlung*

Daraufhin erschien die ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.416, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat, (die Anteilszeichnerin),

hier vertreten durch José María Ortiz, Geschäftsführer, mit Geschäftsadresse in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, mittels Vorlage einer Vollmacht vom 22. Oktober 2015.

Die Anteilszeichnerin erklärte die Zeichnung der folgenden Anteile:

- Elftausendzweihundertfünzig (11,250) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig (98,750) Anteile der Klasse J,

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile

und durch Sacheinlage in Form einer Umwandlung ihrer Rechte aus dem Gesellschafterdarlehensvertrag zwischen der Alleingeschafterin und der Gesellschaft in Höhe von neunhundertachtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig Euro (EUR 998.750,-) in Gesellschaftskapital (accounts #101 - Capital souscrit) der Gesellschaft umzuwandeln.

Diese Sacheinlage entspricht einem Gesamtwert in Höhe von neunhundertachtundneunzigtausendsiebenhundertfünzig Euro (EUR 998,750).

Dem unterzeichnenden Notar wurde die Inhaberschaft der Anteilszeichnerin hinsichtlich der Sacheinlage nachgewiesen.

Die Anteilszeichnerin erklärt, dass die Sacheinlage frei ist von jeder entsprechender Verpfändung, Belastung oder Gebühr, und dass keine Einschränkungen hinsichtlich der freien Übertragbarkeit der Sacheinlage bestehen und keine Befristung bestehen und dass gültige Instruktionen gegeben wurden, um sämtliche Benachrichtigungen, Registrierungen oder sonstigen notwendigen Formalitäten für eine gültige Übertragung der Sacheinlage in die Gesellschaft auszuführen.

Die Anteilszeichnerin erklärt weiterhin, dass ein Bewertungszertifikat von der Alleingeschafterin erstellt wurde, worin die Sacheinlage beschrieben und geschätzt wird (das Bewertungszertifikat) und dass die Geschäftsführer der Gesellschaft es mittels eines Zertifikats bestätigt haben (das Zertifikat, zusammen mit dem Bewertungszertifikat die Bewertungsdokumentation).

Die Bewertungsdokumentation, welche von der Alleingeschafterin, wie oben vertreten, und dem unterzeichnenden Notar, „ne varietur“ unterzeichnet wurde, wird dieser notariellen Urkunde als Anlage beigelegt.

Die Alleingeschafterin beschloss, die besagte Zeichnung und Zahlung zu akzeptieren und die nachfolgenden neuen Anteile entsprechend der oben erläuterten Zeichnung zuzuweisen:

- Elftausendzweihundertfünfzig (11,250) Stammanteile,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse A,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse B,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse C,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse D,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse E,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse F,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse G,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse H,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse I,
- Achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteile der Klasse J,

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

Dritter Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf eine Million zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 1,012,500.-), bestehend aus (i) fünfundzwanzigtausend (25,000) Stammanteilen, (ii) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse B (die “Klasse B”), (iv) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse D (die “Klasse D Anteile”),

(vi) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) achtundneunzigtausendsiebenhundertfünfzig (98,750) Anteilen der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/ die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse A Anteile; (ii) Klasse B Anteile; (iii) Klasse C Anteile; (iv) Klasse D Anteile; (v) Klasse E Anteile; (vi) Klasse F Anteile; (vii) Klasse G Anteile; (viii) Klasse H Anteile; (ix) Klasse I Anteile und (x) Klasse J Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse A ist die Periode beginnend vom Zeitpunkt der notariellen Urkunde vom 16. Oktober 2015 bis längstens 31. Dezember 2015 (die Klasse A Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse B ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse A Periode bis längstens 31. Dezember 2016 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse C ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse B Periode bis längstens 31. Dezember 2017 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse D ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse C Periode bis längstens 31. Dezember 2018 (die Klasse D Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse E ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse D Periode bis längstens 31. Dezember 2019 (die Klasse E Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse F ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse E Periode bis längstens 31. Dezember 2020 (die Klasse F Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse G ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse F Periode bis längstens 31. Dezember 2021 (die Klasse G Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse H ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse G Periode bis längstens 31. Dezember 2022 (die Klasse H Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse I ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse H Periode bis längstens 31. Dezember 2023 (die Klasse I Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse J ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse I Periode bis längstens 31. Dezember 2024 (die Klasse J Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen, welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse A bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde⁹):

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD = sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE = Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind).

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenen falls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegeben falls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

„Annullierungswert pro Anteil“ bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse A Periode, Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

„Zwischenbilanzen“ bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

„Zwischenbilanzzeitpunkt“ bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

„Gesamtannullierungsbetrag“ bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

(vi) die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse A Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 1% (oder alternativ 10%) des Nominalwerts der Anteilsklasse A entspricht

die Inhaber der Klasse B Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 2% (oder alternativ 9%) des Nominalwerts der Anteilsklasse B entspricht

die Inhaber der Klasse C Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 3% (oder alternativ 8%) des Nominalwerts der Anteilsklasse C entspricht

die Inhaber der Klasse D Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 4% (oder alternativ 7%) des Nominalwerts der Anteilsklasse D entspricht

die Inhaber der Klasse E Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 5% (oder alternativ 6%) des Nominalwerts der Anteilsklasse E entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse H Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 8% (oder alternativ 3%) des Nominalwerts der Anteilsklasse H entspricht

die Inhaber der Klasse I Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 9% (oder alternativ 2%) des Nominalwerts der Anteilsklasse I entspricht

die Inhaber der Klasse J Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% (oder alternativ 1%) des Nominalwerts der Anteilsklasse J entspricht

die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile“

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr zweitausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 2.250.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. M. ORTIZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 26 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17829. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 27. Oktober 2015.

Référence de publication: 2015175214/572.

(150194640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2015.

MEIF 4 SC 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 200.931.

En date du 28 octobre 2015 l'associé unique de la Société, MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l., avec siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, a cédé la totalité des 12.500 parts sociales qu'il détient dans la Société à MEIF 4 Storage S.à r.l., avec siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la Société est dorénavant le suivant:

- MEIF 4 Storage S.à r.l. avec 12.500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176081/15.

(150195589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.